



Maison d'Arrêt de SAINT BRIEUC



Un service à bout de souffle

Saint Briec, le 11 Août 2026

L'UFAP UNSa JUSTICE dénonce, une fois de plus, la situation catastrophique des effectifs en Personnels sur notre structure.

12 postes de surveillants manquent à l'appel.

Ce qui nous fait un taux de couverture en Personnels de surveillance équivalent à 81.6 %. Taux le plus bas de la région du GO

Et qui compense ces postes vacants, les Agents présents bien sûr !!!

Avec une moyenne de **50** heures supplémentaires par mois, les agents sont une nouvelle fois contraints de pallier les carences de l'administration.

12 POSTES MANQUANTS = UNE CHARGE DE TRAVAIL QUI EXPLOSE

Les agents enchaînent les journées, les heures supplémentaires et les contraintes de service.

Pendant ce temps, l'administration continue de demander aux personnels de faire toujours plus avec toujours moins.

Cette situation n'est plus acceptable.

La fatigue s'accumule, les repos sont fragilisés et l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle n'est plus tenable

L'UFAP UNSa JUSTICE DIT STOP !

Nous refusons que les personnels soient considérés comme une variable d'ajustement.

Nous refusons que les 12 postes vacants soient compensés indéfiniment par les agents présents.

Nous refusons que les heures supplémentaires deviennent la réponse permanente au manque d'effectifs.

Nous refusons que la sécurité des personnels et la sécurité de l'établissement soient mises en difficulté par une gestion des effectifs insuffisante, en sachant que deux de nos collègues feront aussi valoir leur droit à la retraite fin d'année,

IMPOSSIBLE de faire un service sans renfort, alors que nos deux MAD finissent fin Août. **Pour l'UFAP UNSa JUSTICE il est clair que nos deux Collègues doivent voir leur MAD se prolonger**

NOS REVENDICATIONS SONT CLAIRES :

Le comblement immédiat des postes vacants,

Des recrutements à la hauteur des besoins réels,

Le respect des repos et des droits des personnels,

Des conditions de travail permettant d'assurer nos missions en toute sécurité.

Notre Administration doit prendre ses responsabilités

ENSEMBLE, FAISONS RESPECTER NOS CONDITIONS DE TRAVAIL !

Depuis un certain temps nous dénonçons la surpopulation dans notre détention, ainsi aujourd'hui se sont :

11 matelas au sol **190 détenus** pour **66** places pour le QMA

Le bureau local demande un désencombrement massif et rapide de notre établissement

Le bureau local demande un STOP ECROU

Le Bureau Local UFAP Unsa Justice.

